

SAINT-MANDRIER

De vives inquiétudes sur l'approvisionnement en eau



Jean-Marie Cano, adjoint à l'environnement, en compagnie de Robert Durand. Comme il le fait dans différentes communes du département, ce dernier a informé sur les risques que ferait courir l'aménagement d'une carrière à Mazaugues.

(Photo L. F.)

Le projet d'aménagement d'une carrière à Mazaugues risque-t-il de compromettre l'approvisionnement en eau des communes du littoral ? Pour répondre à cette question, Robert Durand, géologue et membre de l'association Environnement Méditerranée (dont le siège est à Saint-Mandrier), a présenté lundi soir au théâtre Marc-Baron, une conférence très documentée. En réalité, deux projets sont à l'étude sur Mazaugues : une carrière de 400 000 tonnes avec décharge de déchets inertes, et une décharge pour ordures ménagères.

Quels risques ?

Le site d'implantation serait d'anciennes mines de bauxite, une zone aquifère d'une importance patrimo-

niale primordiale pour une toute une partie du département. Selon le géologue, le projet de carrière ferait courir un risque de pollution sur cette gigantesque réserve d'eau potable naturelle qui se régénère par les eaux de pluies. Cette réserve d'eau potable de 7 millions de m³ alimente en effet, par système de pompage, le barrage de Carcès via le Caramy qui lui-même dessert bon nombre de communes environnantes, y compris la presqu'île de Saint-Mandrier.

Hostilité des élus

Outres les risques de pollution, existerait aussi le risque de mise à l'aire libre du réservoir d'eau potable, ou encore l'effondrement de salles sous le poids des engins.

« Avec le réchauffement climatique, cette réserve d'eau potable naturelle peut nous sauver des sécheresses à venir », lance Robert Durant, qui ajoute « ne pas être contre les carriéristes, mais contre le choix du site de Mazaugues ».

Si 18 communes sont desservies en eau via le barrage de Carcès, l'arsenal possède sa propre conduite en provenance, également, du barrage. L'ensemble des élus du Var impliqués dans le projet Natura 2000 ont déjà manifesté leur hostilité au projet de carrière. Et Robert d'insister : *« Plus les communes seront solidaires, plus M. le préfet reverra sa copie ! Au final, tout le monde étant informé, personne ne pourra dire " On ne savait pas ! " »*

L. F.